

# Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de MAXAM France à La Ferté-Imbault (41)

## Règlement

Approuvé le  
par arrêté préfectoral n°

# Sommaire

<b>Titre I- Portée du PPRT : dispositions générales</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre I.1: Champ d'application du PPRT</b>	<b>4</b>
Article I.1.1- Champ d'application.....	4
Article I.1.2- Portée du règlement.....	4
Article I.1.3- Le plan de zonage et son articulation avec le règlement.....	4
Article I.1.4- Le règlement et les recommandations.....	4
<b>Chapitre I.2: Application et mise en œuvre du PPRT</b>	<b>4</b>
Article I.2.1- Les effets du PPRT.....	4
Article I.2.2- Les conditions de mises en œuvre des mesures foncières.....	5
Aucun secteur de délaissement et d'expropriation n'est proposé et délimité dans le présent PPRT.....	5
Article I.2.3- Les responsabilités et les infractions attachées aux PPRT.....	5
Article I.2.4- La révision et l'abrogation du PPRT.....	5
<b>Titre II- Réglementation des projets</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre II.1: Préambule</b>	<b>5</b>
Article II.1.1- Définition d'un projet.....	5
Article II.1.2- Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire.....	5
<b>Chapitre II.2: Dispositions applicables à la zone R (zone rouge foncé)</b>	<b>6</b>
Article II.2.1- Définition et vocation de la zone.....	6
Article II.2.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	6
<b>Chapitre II.3: Dispositions applicables à la zone r (zone rouge clair)</b>	<b>6</b>
Article II.3.1- Définition et vocation de la zone.....	6
Article II.3.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	6
Article II.3.3- Dispositions applicables aux biens et activités existants.....	6
Article II.3.4- Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols.....	7
<b>Chapitre II.4: Dispositions applicables à la zone B (zone bleu foncé)</b>	<b>7</b>
Article II.4.1- Définition et vocation de la zone.....	7
Article II.4.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	7
Article II.4.3- Dispositions applicables aux biens et activités existantes.....	7
Article II.4.4- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	8
Article II.4.5- Règles de construction.....	8
<b>Chapitre II.5: Dispositions applicables à la zone b (zone bleu clair)</b>	<b>8</b>
Article II.5.1- Définition et vocation de la zone.....	8
Article II.5.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	8
Article II.5.3- Dispositions applicables aux biens et activités existantes.....	8
Article II.5.4- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	9
Article II.5.5- Règles de construction.....	9
<b>Chapitre II.6: Dispositions applicables à la zone grisée</b>	<b>9</b>
Article II.6.1- Définition et vocation de la zone.....	9
Article II.6.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles et existantes.....	9
Article II.6.3- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	9
<b>Titre III- Mesures foncières</b>	<b>9</b>

<b>Titre IV- Mesures de protection des populations</b>	<b>10</b>
<a href="#"><u>Chapitre IV.1: Mesures relatives à l'aménagement des constructions</u></a>	<a href="#"><u>10</u></a>
<a href="#"><u>Chapitre IV.2: Mesures relatives à la sauvegarde et à l'information des populations</u></a>	<a href="#"><u>10</u></a>
<b>Titre V- Servitudes d'utilité publique</b>	<b>10</b>

- Annexe 1** : Cartographie des intensités des effets de surpression dans le périmètre d'exposition aux risques
- Annexe 2** : Servitude d'utilité publique instituée par arrêté préfectoral n° 013346 du 01/08/2001 relatif au périmètre de protection à mettre en place autour des installations de stockage et de fabrication d'explosifs de la société MAXAM France sur le territoire de la commune de La Ferté-Imbault

## Titre I-Portée du PPRT : dispositions générales

### Chapitre I.1:Champ d'application du PPRT

#### Article I.1.1-Champ d'application

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) concernant l'établissement MAXAM France, s'applique sur les communes de La Ferté-Imbault, Selles-Saint-Denis et Marcilly-en-Gault, aux différentes zones et secteurs situés à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et identifiées en rouge et bleu sur le plan de zonage réglementaire.

#### Article I.1.2-Portée du règlement

En application des articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement, le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer. Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

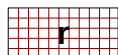
#### Article I.1.3-Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT de MAXAM France, délimite à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques plusieurs types de zones réglementées.

Le périmètre d'exposition aux risques du présent PPRT comporte **cinq zones** de réglementation distinctes :



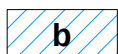
Zone d'interdiction stricte R (zone rouge foncé)



Zone d'interdiction r (zone rouge clair)



Zone d'autorisation limitée sous conditions B (zone bleu foncé)



Zone d'autorisation sous conditions b (zone bleu clair)



Zone grisée (emprise foncière de l'installation à l'origine du risque)

#### Article I.1.4-Le règlement et les recommandations

Le PPRT comporte des recommandations explicitées dans le cahier de recommandations auquel il convient de se reporter pour connaître les dispositions préconisées dans les zones B et b. Ces recommandations peuvent venir compléter les mesures de protection des populations prescrites au titre IV notamment lorsque ces dernières dépassent 10 % de la valeur vénale des biens.

### Chapitre I.2:Application et mise en œuvre du PPRT

#### Article I.2.1-Les effets du PPRT

Le PPRT approuvé, est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il vaut servitude d'utilité publique et doit à ce titre être annexé aux documents d'urbanismes existants des communes de La Ferté-Imbault, Selles-Saint-Denis et Marcilly-en-Gault, par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le préfet.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou

réglementaires qui trouveraient à s'appliquer. Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Lorsqu'un bâti existant ou un projet nouveau est touché par deux ou plusieurs zones, la zone présentant le règlement le plus strict est considérée comme impactant le bâti ou le projet.

### **Article I.2.2-Les conditions de mises en œuvre des mesures foncières**

Afin de réduire le risque, à terme par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible l'exercice des instruments de maîtrise foncière suivants :

- le droit de préemption ;
- le droit de délaissement ;
- le droit d'expropriation.

Ces mesures foncières ne peuvent être mises en œuvre qu'à l'issue de procédures spécifiques.

Aucun secteur de délaissement et d'expropriation n'est proposé et délimité dans le présent PPRT.

### **Article I.2.3-Les responsabilités et les infractions attachées aux PPRT**

La mise en œuvre des prescriptions édictées par le PPRT relève de la responsabilité des maîtres d'ouvrage pour les projets, et des propriétaires, exploitants et utilisateurs, dans les délais que le plan détermine, pour l'existant.

Les infractions aux prescriptions du PPRT concernant les constructions nouvelles ou les extensions de constructions existantes ainsi que, le cas échéant, les mesures supplémentaires de prévention des risques sont sanctionnées conformément à l'article L. 515-24 du code de l'environnement.

### **Article I.2.4-La révision et l'abrogation du PPRT**

Le plan de prévention des risques technologiques peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R. 515-47 du code de l'environnement, sur la base d'une évolution de la connaissance et du contexte.

Le PPRT peut être abrogé dans les conditions prévues par l'article R. 515.48 du code de l'environnement, dans le cas où les installations ne seraient plus soumises à autorisation avec servitudes ou en cas de disparition totale et définitive du risque.

## **Titre II-Réglementation des projets**

### **Chapitre II.1:Préambule**

#### **Article II.1.1-Définition d'un projet<sup>1</sup>**

Un projet est défini comme étant la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes.

#### **Article II.1.2-Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire<sup>2</sup>**

Tout projet soumis à permis de construire autorisé dans le cadre du présent Titre II est subordonné à la réalisation d'une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux règles de construction.

Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant de la réalisation de cette

---

<sup>1</sup>Se référer à l'article L. 515-16 paragraphe I du code de l'environnement

<sup>2</sup>Prise en compte de l'article R. 431-16-c du code de l'urbanisme. On considère que cette disposition est applicable à l'ensemble des cas réglementés par le Titre II et de fait, on la rend applicable à l'ensemble des projets.

étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception devra être jointe à la demande de permis de construire.

## **Chapitre II.2: Dispositions applicables à la zone R (zone rouge foncé)**

### **Article II.2.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone R, les personnes sont exposées à des effets de surpression d'aléa très fort et très fort plus<sup>3</sup> (Surp TF et Surp TF+). Cette zone d'interdiction stricte n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux.

### **Article II.2.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

#### **Article II.2.2.I- Interdictions**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit à l'exception de celle sans présence humaine permanente, strictement nécessaire au fonctionnement de l'établissement à l'origine du risque sous réserve de respecter la réglementation pyrotechnique et de mettre en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements.

#### **Article II.2.2.II- Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols**

En outre, sont interdits :

- les aires de stationnement et de parking,
- la création de voiries, y compris leur élargissement qui ne seraient pas nécessaires à l'acheminement de secours ou aux activités industrielles de l'entreprise à l'origine du risque,
- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes, la réalisation d'installations ouvertes au public<sup>4</sup> (IOP) au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

## **Chapitre II.3: Dispositions applicables à la zone r (zone rouge clair)**

### **Article II.3.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone r, les personnes sont exposées à des effets de surpression d'aléas fort et fort plus<sup>5</sup> (Surp F et Surp F+). Cette zone d'interdiction n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux permettant d'accueillir de nouvelle population.

### **Article II.3.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

Toute nouvelle construction, installation ou infrastructure est interdite à l'exception de celle :

- sans présence humaine, strictement nécessaire au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif qui ne pourraient être implantées en d'autres lieux, sous réserve de mettre en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements ;
- considérée comme des installations pyrotechnique élémentaires et connexes à l'activité du site à l'origine du risque.

### **Article II.3.3-Dispositions applicables aux biens et activités existants**

Sont interdits, en dehors des démolitions de constructions, d'installations et d'ouvrages :

- les extensions des bâtiments existants quelles que soient leur surface et leur destination, les annexes accolées ou non, au bâtiment ou à l'habitation principale,
- les changements de destination d'un bâtiment, en dehors du champ d'activité industrielle liée à

---

<sup>3</sup> Intensité de surpression supérieure à 200 mbar

<sup>4</sup> Aucune définition réglementaire n'existe à ce jour pour définir précisément ce type d'installation

<sup>5</sup> Intensité de surpression comprise entre 140 et 200 mbar

- l'établissement à l'origine du risque,
- tous les changements d'usage de bâtiment qui contribuent à une augmentation de l'exposition des personnes,
- les aménagements entraînant un accroissement de la surface de plancher du bâtiment,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités sinistrés, quelle que soit l'origine du sinistre.

### **Article II.3.4-Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols**

En outre, sont interdits :

- la création d'aires de stationnement, de parkings, de voiries, y compris leur élargissement qui ne seraient pas nécessaires à l'acheminement de secours ou aux activités industrielles de l'entreprise à l'origine du risque,
- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes,
- la réalisation d'installations ouvertes au public (IOP) au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

## **Chapitre II.4:Dispositions applicables à la zone B (zone bleu foncé)**

### **Article II.4.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone B, les personnes sont exposées à des effets de surpression d'aléas moyen et moyen plus<sup>6</sup> (Surp M et Surp M+). Cette zone d'autorisation limitée et sous conditions n'a pas vocation à accueillir de nouveau résident ou habitant : elle est destinée principalement à l'activité agricole et forestière.

### **Article II.4.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

#### **Article II.4.2.I- Interdictions**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- les bâtiments destinés à l'exploitation agricole ou forestière et leurs annexes, sous réserve de ne pas créer d'unité de logement,
- les bâtiments d'activités liés à la pyrotechnie du site dans le respect de la réglementation des installations classées,
- les constructions, installations ou infrastructures sans personnel permanent strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...) et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements,
- la création de voiries et de chemin de randonnées touristiques,
- la démolition de construction, d'installation ou d'ouvrage, ainsi que les modifications de clôture.

### **Article II.4.3-Dispositions applicables aux biens et activités existantes**

#### **Article II.4.3.I- Interdictions**

Toute reconstruction, extension et tout changement de destination est interdit sauf les suivants :

- les changements de destination liés à l'exploitation agricole ou forestière, sous réserve de ne pas accueillir du public ou des personnes supplémentaires dans la zone considérée,
- les aménagements sous réserve qu'ils n'entraînent pas un accroissement de la surface de plancher du bâtiment supérieur à 20 m<sup>2</sup> et ne créent pas de logement supplémentaire,
- les extensions de bâtiments à usage agricole et les annexes accolées ou non, sous réserve :
  - de ne pas créer de logement supplémentaire,

---

<sup>6</sup>Intensité de surpression comprise entre 50 et 140 mbar

- de ne pas créer une emprise au sol supérieure à 20 m<sup>2</sup>,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités, sinistrés pour des causes autres que le risque industriel objet du présent PPRT sans aucune création de surface de plancher et de logement, supplémentaire.

#### **Article II.4.4-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

En outre, sont interdits :

- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes,
- la réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

#### **Article II.4.5-Règles de construction<sup>7</sup>**

Tout projet à la date d'approbation du PPRT permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour un effet de surpression d'une intensité de 140 mbar dont le signal est caractérisé par une onde de choc avec un temps d'application de 150 à 500 ms.

### **Chapitre II.5:Dispositions applicables à la zone b (zone bleu clair)**

#### **Article II.5.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone b, les personnes sont exposées à des effets de surpression d'aléa faible<sup>8</sup> (Surp Fai). Cette zone d'autorisation limitée et sous conditions n'a pas vocation à accueillir de nouveaux habitants. Toutefois, les nouvelles constructions à usage d'habitation et les extensions des constructions existantes sont possibles sous réserve de respecter les dispositions définies ci-après. Elles restent destinées principalement à l'activité agricole et forestière.

#### **Article II.5.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- les bâtiments et les constructions à usage d'habitation directement liés et nécessaires aux activités agricoles, forestières, ou cynégétiques sous réserve de ne pas créer plus d'un logement supplémentaire par unité foncière,
- les constructions, installations ou infrastructures sans personnel permanent strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...) et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- la création de voiries et de chemin de randonnées touristiques,
- la démolition de construction, d'installation ou d'ouvrage, ainsi que les modifications de clôture.

#### **Article II.5.3-Dispositions applicables aux biens et activités existantes**

##### **Article II.5.3.I- Interdictions**

Toute reconstruction, extension, tout aménagement et changement de destination est interdit sauf les suivants :

- les changements de destination liée à l'exploitation agricole ou forestière, sous réserve de ne pas accueillir du public ou des personnes supplémentaires dans la zone considérée,
- les aménagements sous réserve qu'ils n'entraînent pas un accroissement de la surface de plancher du bâtiment supérieur à 20 m<sup>2</sup>,

---

<sup>7</sup>Les prescriptions visant la réduction de la vulnérabilité sont associés à un objectif de performance et non de moyen.

<sup>8</sup>Intensité de surpression comprise entre 20 et 50 mbar



- les extensions de constructions à usage d'habitation et les annexes accolées ou non, sous réserve de :
  - ne pas créer de logement supplémentaire,
  - ne pas créer une surface de plancher supérieure à 20 m<sup>2</sup>,
- les extensions de bâtiments à usage autre qu'habitation dont la surface plancher ajoutée représente moins de 20% de l'ensemble des emprises au sol existantes des bâtiments sur une même unité foncière à la date d'approbation du présent PPRT,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités, sinistrés pour des causes autres que le risque industriel objet du présent PPRT sans aucune création de logement supplémentaire et dans la limite d'une augmentation de la surface de plancher inférieure à 40% de la surface de plancher existante.

#### **Article II.5.4-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

La réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc. est interdite.

#### **Article II.5.5-Règles de construction**

Tout projet à la date d'approbation du PPRT permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour un effet de surpression d'une intensité de :

- 35 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 20 à 35 mbar ;
- 50 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 35 à 50 mbar.

La cartographie des enveloppes des intensités de surpression est jointe en annexe 1 du présent règlement.

### **Chapitre II.6:Dispositions applicables à la zone grisée**

#### **Article II.6.1-Définition et vocation de la zone**

La zone grisée correspondant à l'emprise foncière de MAXAM France, n'a pas vocation à accueillir des constructions, des installations, autres que celles strictement nécessaires à l'activité de l'installation classée exploitée par la société à l'origine du risque.

#### **Article II.6.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles et existantes**

Toute construction, installation, infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- l'implantation ou la modification d'ouvrages, d'équipements, liés aux réseaux publics, n'engendrant pas la présence permanente de personnes,
- les projets concernant les activités et installations existantes sous réserve qu'ils soient liés à l'activité industrielle du site et qu'ils ne constituent pas un changement de destination des constructions existantes en dehors du champ d'activité industrielle.

#### **Article II.6.3-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation du site sont fixées dans les arrêtés préfectoraux prescrits au titre de la législation des installations classées à l'établissement à l'origine du risque.

### **Titre III-Mesures foncières**

Aucune mesure foncière de délaissement ou d'expropriation n'est prévue dans le PPRT de MAXAM France. Afin de réduire le risque, à terme par l'éloignement des populations, le PPRT de MAXAM France rend possible l'exercice du droit de préemption urbain.

Ce droit de préemption urbain, prévu à l'article L. 515-16-I du code de l'environnement, peut également s'exercer sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques, représenté par **un trait de couleur rouge** sur

la cartographie réglementaire (et correspondant à la courbe enveloppe des zones hachurées). Ce droit est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunal (EPCI) compétents dans le domaine de l'urbanisme.

Dès l'approbation du PPRT de MAXAM France par un arrêté préfectoral, il pourra être institué et s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme relatif au droit de préemption urbain.

## Titre IV-Mesures de protection des populations

### Chapitre IV.1: Mesures relatives à l'aménagement des constructions

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et inscrits **dans les zones b et B**, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés **dans un délai de 5 ans** à la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse **dix pour cents (10%)** de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif indiqué ci après.

Pour les biens existants, l'ensemble constituant les éléments vitrés extérieurs des pièces les plus souvent occupées<sup>9</sup> (dormant, paumelles, vitrage, parclores, système de fermeture et ancrage dans la maçonnerie), résiste aux effets de surpression d'une intensité de **35 mbar ou 50 mbar selon la localisation du bien pour la zone b et de 50 mbar pour la zone B**, dont le signal est caractérisé par une **onde de choc** avec un temps d'application de **150 à 500 ms**.

### Chapitre IV.2: Mesures relatives à la sauvegarde et à l'information des populations

Le PPRT n'a pas vocation à réglementer l'utilisation des terrains dépourvus de tout aménagement ou installation. L'organisation de rassemblement, de manifestation sportive ou culturelle, commerciale ou autre sur un terrain nu relève du pouvoir de police du maire, ou le cas échéant, selon le type et l'importance de la manifestation, du pouvoir de police du Préfet.

Les mesures figurant dans ce chapitre doivent être mises en application dès l'approbation du PPRT.

A l'intérieur des zones R et r, les propriétaires des espaces forestiers, les maires, l'industriel à l'origine du risque et les gestionnaires des routes, chacun en ce qui les concerne ont l'obligation :

- de mettre en place une signalisation d'interdiction de stationner sur les voies publiques et d'information sur les risques industriels, à destination du public,
- d'indiquer dans les plans de gestion des espaces forestiers :
  - l'existence des deux servitudes liées au site MAXAM France (servitude d'utilité publique instituée le 1<sup>er</sup> août 2001 – cf. titre V du présent règlement – et PPRT de MAXAM France) avec les zonages correspondants des servitudes en annexes,
  - les interdictions liées aux conditions d'exploitations et d'utilisations du sol.

## Titre V-Servitudes d'utilité publique

En application de l'article L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement, une servitude d'utilité publique a été instaurée, antérieurement à l'approbation du présent plan de prévention des risques technologiques, autour du site de la société MAXAM France à La Ferté-Imbault.

Cette servitude d'utilité publique, instituée par arrêté préfectoral n°013346 du 1<sup>er</sup> août 2001, porte sur l'utilisation du sol, interdisant ou limitant le droit d'implanter certaines constructions ou de réaliser certains aménagements. Elles sont applicables dans des rayons allant de 57 à 1 238 mètres (cf. arrêté préfectoral joint en annexe 2 du présent règlement).

<sup>9</sup> Sont identifiées comme répondant à ce critère : la cuisine, la salle de séjour, le salon, le bureau et les chambres principales des habitations.

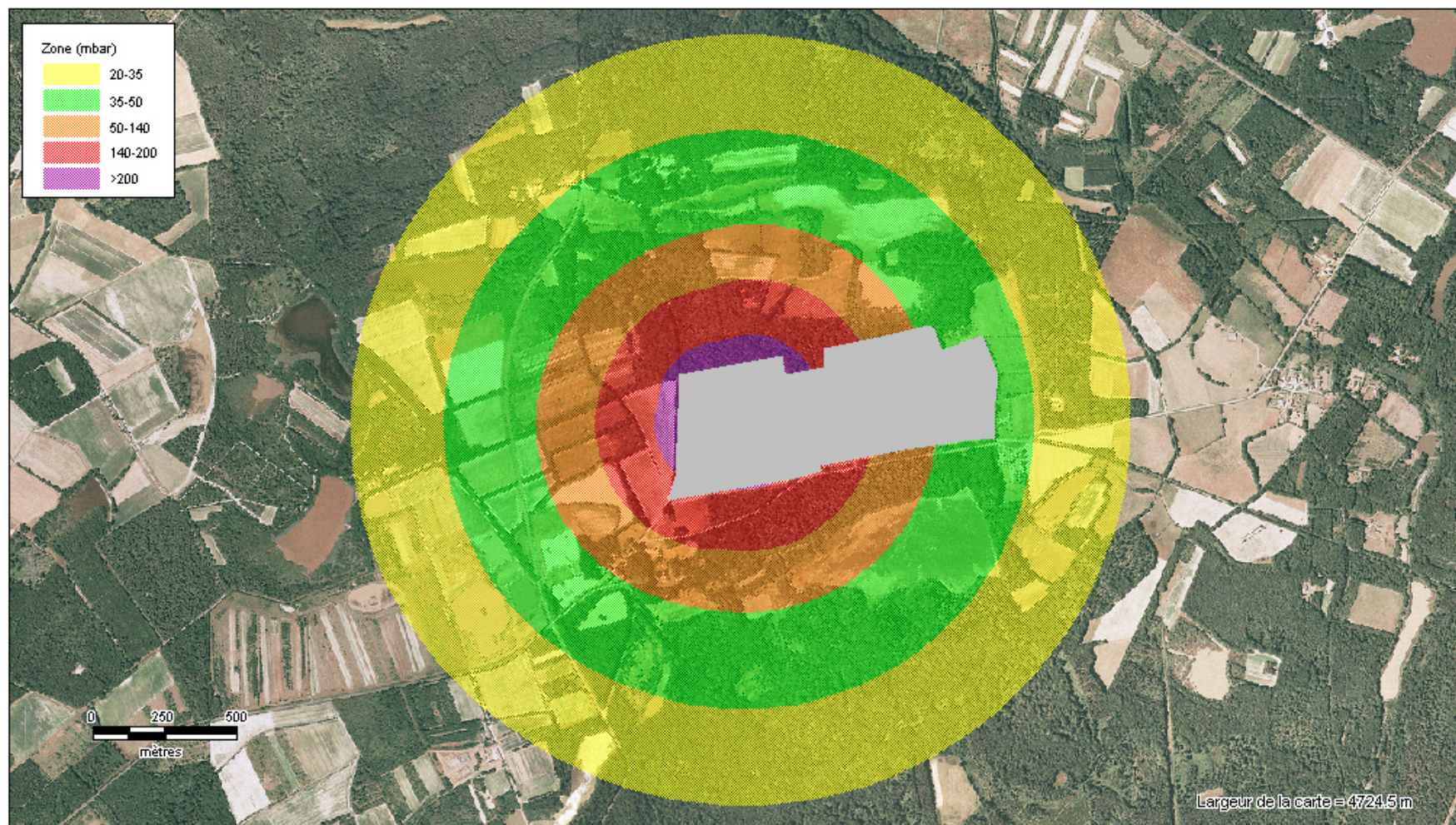
# ANNEXE 1

## **Cartographie des niveaux d'intensités des effets de surpression dans le périmètre d'exposition aux risques**





## PPRT de La Ferté Imbault, Selles-Saint-Denis et Marcilly-en-Gault (MAXAM France) Enveloppes des effets de surpression à cinétique rapide potentiels



Sources:

Dossier:

Rédaction/Édition: DREAL Centre - 16/12/2010 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 3.2.014 - Sp V 1.2 - ©INERIS 2010

SIGALEA



# ANNEXE 2

**Servitude d'utilité publique  
instituée par arrêté préfectoral  
n° 013346 du 01/08/2001  
relatif au périmètre de protection  
à mettre en place autour  
des installations de stockage  
et de fabrication d'explosifs  
de la société MAXAM France  
sur le territoire de la commune  
de La Ferté-Imbault**



ARRETE N°01.3346 du 01.08.2001

Relatif au périmètre de protection  
à mettre en place autour des installations  
de stockage et de fabrication d'explosifs  
de la société EXCIA  
sur le territoire de la commune de La Ferté Imbault

LE PREFET de LOIR ET CHER,

VU la directive 96/82/CE du 9 décembre 1996 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses ;

VU le Code de l'environnement et notamment :

- Le livre II, titre Ier relatif à l'eau et milieux aquatiques ;
- Le livre V, titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.515-8 à 515-11 ;
- Le livre V, titre IV relatif aux déchets ;
- Le livre V, titre VII relatif à la prévention des nuisances acoustiques et visuelles ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.126-1 ;

VU la loi du 8 août 1929 relative aux servitudes autour des installations de stockage d'explosifs et munitions relevant de la défense nationale ;

VU le décret du 11 septembre 1931 (modifié le 28 août 1953) instituant des polygones d'isolement autour des installations de stockage d'explosifs et munitions relevant de la défense nationale et notamment concernant GIAT SALBRIS ;

VU la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 transférant les polygones existant à la société nationale GIAT INDUSTRIES.

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de l'incendie et de la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

.../...

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 83-929 du 21 octobre 1983 modifié relatif à la redevance annuelle applicable à certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;

VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 1977 relatif aux formalités à accomplir pour l'exécution des opérations de production, de vente, d'importation et d'exportation de poudre et substances explosives ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1980 relatif aux règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques ;

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 fixant les règles techniques de l'information préventive des personnes susceptibles d'être affectées par un accident survenant dans une installation soumise à la législation des installations classées ;

VU la circulaire du 8 décembre 1982 relative aux études de dangers pour les installations pyrotechniques ;

VU l'instruction n° 20513/DEF/DAG/DEF/PAT/ENV/42 relative à l'établissement des servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices et explosifs pour des motifs de sécurité pyrotechnique ;

Vu la demande déposée par la société EXCIA et visant à exploiter une installation de stockage et de fabrication d'explosifs sur le site du groupe D anciennement exploité par la société GIAT INDUSTRIES ;

VU la demande présentée par la société EXCIA visant à instituer, autour dudit groupe D, des servitudes d'utilité publique ;

VU l'ensemble du dossier et des plans annexés aux dites demandes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01-0043 du 9 janvier 2001 portant ouverture d'une enquête publique ;

VU les conclusions du commissaire enquêteur émises le 14 avril 2001 ;

VU l'avis des chefs de service consultés au cours de la procédure d'enquête administrative ;

VU l'avis des collectivités consultées au cours de la procédure ;

VU l'avis des chefs des services consultés au titre de l'article 17 du décret 90-153 du 16 février 1990 ;

VU la consultation préalable réalisée par M. le préfet de département le 8 novembre 2000.

VU le rapport et l'avis de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 18 Juin 2001 ;

VU l'avis exprimé par le conseil départemental d'hygiène le 28 Juin 2001 ;

CONSIDERANT que pour les installations classées relevant de l'autorisation avec servitudes, la délivrance de l'autorisation qui fait suite à un changement d'exploitant est subordonnée à la réalisation d'une procédure complète avec enquête publique ;

CONSIDÉRANT que l'étude des dangers fournie par l'exploitant révèle que les conséquences d'un éventuel accident sont susceptibles de déborder des limites de propriété de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT cependant que la société EXCIA a choisi de limiter le volume d'explosifs stocké (au regard des activités antérieurement exploitées) de manière à réduire la zone à risque « Z5 » pour l'inclure totalement dans le polygone d'isolement existant ;

CONSIDÉRANT que le polygone institué autour des établissements GIAT et transféré à la société GIAT INDUSTRIES ne peut s'appliquer à la société EXCIA.

CONSIDÉRANT qu'il y a alors lieu d'instituer des servitudes d'utilité publique afin de limiter la présence humaine autour des installations d'EXCIA ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### 1. SERVITUDES

Il est institué des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol à l'intérieur des périmètres délimités autour des installations de la société EXCIA à LA FERTE IMBAULT.

Ces périmètres déterminent cinq zones (Z1 à Z5) qui sont fixées à l'article 2 et présentées en annexe au présent arrêté (Plan EXCIA/1).

Chaque zone ainsi délimitée se voit appliquer des restrictions d'usage, de construction et d'aménagement qui sont présentées à l'article 3 du présent arrêté.

### 2. DEFINITION DES ZONES

Autour des installations EXCIA de LA FERTE IMBAULT, les cinq périmètres de protection institués par le présent arrêté sont définis comme suit au regard des limites de propriété de l'exploitant :

Z1 : de 57 à 141 m  
Z2 : de 91 à 225 m  
Z3 : de 171 à 422 m  
Z4 : de 251 à 619 m  
Z5 : de 502 à 1238 m

### 3. RESTRICTIONS D'USAGES

Pour chaque zone, seules sont autorisées les constructions suivantes :

- Z1 : - Les installations pyrotechniques élémentaires,  
- Leurs voies d'accès.
- Z2 : - Les installations autorisées en Z1  
- Les installations pyrotechniques (emplacement de travail, ateliers...),  
- leurs voies d'accès et annexes indispensables

...



- Z3 :** - Les installations autorisées en Z2  
- Les installations non pyrotechniques (bureaux...),  
- Les voies peu fréquentées (trafic inférieur ou égal à 200 v/j),  
- Les constructions non habitées peu fréquentées (abris de jardin, hangars agricoles...),  
- Certaines installations pyrotechniques.

- Z4 :** - Les installations autorisées en Z3,  
- Les voies fréquentées (trafic entre 200 et 2000 v/j),  
- Locaux habités liés à l'installation,  
- Habitations isolées.

- Z5 :** - Les installations autorisées en Z4,  
- Les voies très fréquentées,  
- Les installations industrielles, commerciales...

Dans toutes les zones, sont notamment interdits :

- les lieux de rassemblement de personnes,
- les agglomérations denses,
- les immeubles de grande hauteur.

#### 4. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

La zone Z1 est contenue dans l'enceinte murée ou clôturée de l'établissement.

La zone Z5 est contenue dans le polygone d'isolement anciennement institué autour des établissements du G.I.A.T. à SALBRIS (transféré à GIAT INDUSTRIES).

#### 5. ANNEXION AU POS

Conformément à l'article L.515-10 du code de l'environnement, les servitudes définies par le présent arrêté sont annexées aux Plans d'Occupation des Sols des communes concernées.

#### 6. DROIT DE RECOURS

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte.

#### 7. NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Ampliations en seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, à Messieurs les Maires des communes de LA FERTE IMBAULT, MARCILLY EN GAULT, SELLES SAINT DENIS, SAINT VIATRE, NOUAN LE FUZELIER, LOREUX et MILLANCAY et aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande.

Le présent arrêté sera notifié à chacun des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit au fur et à mesure qu'ils sont connus.

.../...

#### 8. INFORMATION DES TIERS

Un extrait du présent arrêté sera affiché dans les mairies de LA FERTE IMBAULT, SELLES SAINT DENIS et MARCILLY EN GAULT pendant une durée d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Messieurs les maires de LA FERTE IMBAULT, SELLES SAINT DENIS et MARCILLY EN GAULT.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par la société EXCIA.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de Loir et Cher et aux frais de la société EXCIA, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### 9. EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir et Cher, Messieurs les Maires de LA FERTE IMBAULT, SELLES SAINT DENIS et MARCILLY EN GAULT, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**POUR AMPLIATION**  
**LE CHEF DE BUREAU**



Annie CRASTES



BLOIS le 01 AOUT 2001

Le Préfet

P. le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Dominique VINCIGUERRA

